



DU BLOG IUSTORIA

Pension alimentaire après la réforme 2026 : combien, combien de temps, et que faire en cas de non-paiement

Comment la pension alimentaire est calculée après la réforme tchèque de 2026, que faire quand l'autre parent ne paie pas, et quand demander une réduction.

MGR. BÁRA BARTOŇKOVÁ

27/2/2026 · 8 min de lecture

Je sais que la pension alimentaire est un sujet qui suscite des émotions fortes. D'un côté, le parent qui s'occupe de l'enfant au quotidien et a besoin de stabilité financière. De l'autre, le parent qui paie et veut s'assurer que c'est équitable. Et au milieu, un enfant qui n'a rien choisi de tout cela. Prenons le temps de décortiquer ce sujet calmement — pas à pas, sans ajouter de stress inutile. Le contexte d'ensemble de la réforme est dans [Ce qui a changé en droit de la famille tchèque en 2026](#) ; pour voir comment les tribunaux traitent aujourd'hui une décision de pension non motivée, la section 9 de [Litige sur la garde — ce que les parents doivent savoir](#) est la bonne référence.

Comment la pension alimentaire est calculée

Le droit tchèque ne prévoit aucun barème ni calculateur de pension alimentaire. Cela surprend beaucoup de gens, car de nombreux pays disposent de tels outils. En République tchèque, le tribunal évalue chaque cas individuellement sur la base de trois critères principaux :

Les revenus et la situation patrimoniale du parent débiteur. Pas seulement le revenu actuel, mais aussi ce que l'on appelle le « potentiel de revenus » — c'est-à-dire ce que le parent pourrait gagner s'il en faisait l'effort. Le tribunal peut donc prendre en compte les situations où un parent diminue volontairement ses revenus pour payer moins.

Les besoins justifiés de l'enfant. Ceux-ci dépendent de l'âge de l'enfant, de son état de santé, de sa scolarité, de ses activités extrascolaires et du niveau de vie auquel il était habitué durant le mariage.

Le niveau de vie du parent. La loi dispose que l'enfant a le droit de participer au niveau de vie de ses parents. Si l'un des parents vit confortablement, la pension alimentaire devrait en tenir compte.

En pratique, les montants varient considérablement — de quelques milliers de couronnes par mois pour des revenus ordinaires à plusieurs dizaines de milliers pour des parents aux revenus élevés. Il n'existe pas de montant « juste » universellement applicable.

Ce que la réforme de 2026 a changé

La réforme a apporté plusieurs changements importants à connaître :

Une évaluation plus précise des revenus. Les tribunaux disposent désormais d'outils élargis pour établir la situation financière réelle du parent débiteur. Cela est particulièrement important pour les travailleurs indépendants, dont les revenus sont souvent moins transparents que ceux des salariés.

Des intérêts de retard majorés. Si un parent ne verse pas la pension dans les délais, les intérêts de retard sont désormais plus élevés qu'auparavant. Cette mesure vise à inciter au paiement ponctuel et régulier.

La cession de créances. Voici un mécanisme nouveau qui peut considérablement aider les parents qui attendent en vain le versement de la pension. Il est désormais possible de céder la créance alimentaire — c'est-à-dire de transférer le droit de recouvrement à un tiers, généralement une société spécialisée. Celle-ci procède au recouvrement,

et le parent créancier reçoit les fonds sans avoir à engager lui-même une procédure d'exécution.

Un resserrement de la responsabilité pénale. L'infraction de manquement à l'obligation alimentaire a été précisée par la réforme. L'objectif est de distinguer le non-paiement véritablement délibéré des situations où le parent ne peut objectivement pas payer — par exemple en raison d'une perte d'emploi ou d'une maladie.

Quand l'autre parent ne paie pas

C'est malheureusement une situation très fréquente. Voici vos options :

L'exécution forcée. Si vous disposez d'un jugement définitif ou d'un accord de pension homologué, vous pouvez introduire une demande d'exécution. L'huissier peut pratiquer des saisies sur salaire, sur comptes bancaires et réaliser les biens du débiteur. C'est un outil efficace, mais qui demande du temps et de la patience.

La plainte pénale. Si un parent n'a pas payé la pension pendant plus de quatre mois, il peut s'agir d'une infraction pénale. Depuis la réforme, il faut toutefois démontrer que le non-paiement est intentionnel — que le parent pouvait payer mais a choisi de ne pas le faire. Une plainte pénale n'est pas une vengeance — c'est un recours de dernière instance quand tout le reste a échoué. Si vous envisagez ce pas ou si, au contraire, quelqu'un a porté plainte contre vous, voyez [Plainte pénale — que se passe-t-il quand quelqu'un porte plainte contre vous](#).

La cession de créances. La nouvelle possibilité décrite plus haut. Elle peut constituer une solution pratique pour les parents qui n'ont ni l'énergie ni les moyens de recouvrer la pension eux-mêmes. Il est important d'examiner soigneusement les conditions — la société qui rachète la créance prélève naturellement une commission.

La pension alimentaire de substitution versée par l'État. Dans certains cas, il est possible de solliciter une pension de substitution payée par l'État. Le montant est plafonné et les conditions assez strictes, mais pour les parents en grande difficulté, c'est un filet de sécurité précieux.

Quand vous payez mais que les circonstances ont changé

La vie évolue. Perte d'emploi, maladie, nouvelle situation familiale — tout cela peut affecter votre capacité à payer. Et la loi en tient compte.

Demande de réduction. Si votre situation financière s'est sensiblement détériorée, vous pouvez déposer une demande de réduction de la pension auprès du tribunal. Il est essentiel que le changement soit substantiel et objectif — et non provoqué volontairement.

Quand c'est légitime. Si vous avez perdu votre emploi et en cherchez activement un autre. Si vous êtes gravement malade. Si vous avez eu un autre enfant et que vos obligations alimentaires se sont élargies. Ce sont autant de motifs recevables.

Quand ça ne l'est pas. Si vous avez quitté volontairement un emploi bien rémunéré. Si vous avez transféré vos biens à un tiers pour échapper au paiement. Les tribunaux identifient ces situations et refuseront la réduction.

Important : Tant que le tribunal n'a pas statué sur la réduction, le montant initial s'applique. Vous ne pouvez pas décider unilatéralement de payer moins. Les arriérés s'accumulent et peuvent mener à une procédure d'exécution.

La pension alimentaire n'est pas un combat

Je comprends que la pension alimentaire soit souvent source de tension entre parents. Mais il est important de se rappeler à qui elle est destinée — à l'enfant. Ce n'est pas un instrument de punition, de représailles ou de manipulation. C'est une contribution financière aux besoins d'une personne qui ne peut pas subvenir seule à ses besoins.

Si vous ne parvenez pas à vous entendre sur la pension, deux démarches vous aideront : une consultation avec un avocat qui vous dira ce qui est réaliste dans votre situation, et éventuellement une médiation, où vous pourrez chercher une solution qui fonctionne pour les deux parties — et surtout pour l'enfant.

Je sais que c'est un sujet éprouvant. Mais c'est justement pour cela qu'il est important d'avoir des informations claires et de garder la tête froide. La pension alimentaire a ses règles, ses procédures et ses limites. Et quel que soit le côté où vous vous trouvez — que vous réclamiez ou que vous payiez — vous avez des droits qui vous aideront à gérer la situation.

Si vous ne savez pas par où commencer, consultez un avocat. Non pas parce que c'est une « guerre », mais parce que chacun mérite de savoir où il en est.

Vous recouvrez une pension alimentaire ou vous souhaitez la faire réviser ? En **droit de la famille**, je vous aide à trouver la voie légale la plus rapide — du dépôt de la requête à l'exécution, ou au contraire à une demande de réduction solidement documentée. **Écrivez-nous.**

Pension alimentaire après la réforme 2026 : combien, combien de temps, et que faire en cas de non-paiement

Mgr. Bára Bartoňková · Publié 27/2/2026

<https://www.iustoria.cz/fr/blog/pension-alimentaire-apres-la-reforme-2026/>

Ce texte est protégé par le droit d'auteur. Le partage du document entier et non modifié est bienvenu ; la reprise d'extraits dans d'autres textes suppose la citation de la source. © IUSTORIA, advokátní kancelář, s.r.o.